

Chapitre 9: L'engagement politique en démocratie

MONSIEUR ROPERT, PROFESSEUR DE SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES

Le programme officiel de SES

Questionnements	Objectifs d'apprentissage
Sociologie et science politique	
Comment expliquer l'engagement politique dans les sociétés démocratiques ?	<ul style="list-style-type: none">- Comprendre que l'engagement politique prend des formes variées (vote, militantisme, engagement associatif, consommation engagée).- Comprendre pourquoi, malgré le paradoxe de l'action collective, les individus s'engagent (incitations sélectives, rétributions symboliques, structure des opportunités politiques).- Comprendre que l'engagement politique dépend notamment de variables sociodémographiques (catégorie socioprofessionnelle, diplôme, âge et génération, sexe).- Comprendre la diversité et les transformations des objets de l'action collective (conflits du travail, nouveaux enjeux de mobilisation, luttes minoritaires), des acteurs (partis politiques, syndicats, associations, groupements) et de leurs répertoires.

CHAPITRE 9

L'ENGAGEMENT POLITIQUE EN DEMOCRATIE

I - FORMES ET DETERMINANT DE L'ENGAGEMENT POLITIQUE

A - Les différentes formes de l'engagement politique

- 1 - Le vote et le militantisme
- 2 - L'engagement associatif et syndical
- 3 - La consommation engagée

B - Les déterminants de l'engagement politique

- 1 - Les déterminants individuels
- 2 - Les déterminants collectifs

II – LES TRANSFORMATIONS DE L'ACTION COLLECTIVE

A – Les transformations des conflits du travail

- 1 - Du déclin des formes traditionnelles...
- 2 - ...A leur recomposition

B – Les nouvelles formes de mobilisation

- 1 - Des nouveaux acteurs, des nouveaux enjeux
- 2 - De nouveaux répertoires d'action
- 3 - Les limites de l'analyse

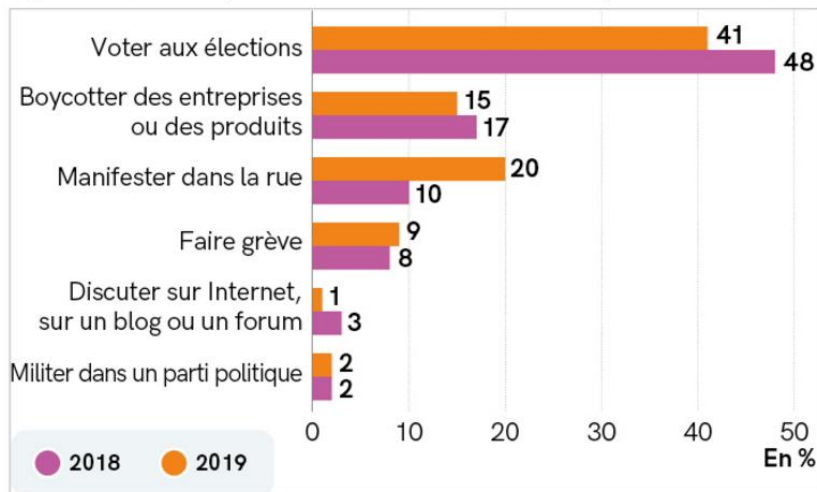
I - FORMES ET DETERMINANT DE L'ENGAGEMENT POLITIQUE

A - Les différentes formes de l'engagement politique

I – La participation politique conventionnelle

Doc I : Les formes de participation politique

► Réponse à la question : « Selon vous, qu'est-ce qui permet aux citoyens d'exercer le plus d'influence sur les décisions prises en France ? »



Champ : étude réalisée auprès d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus et inscrite sur les listes électorales. En janvier 2018 : 2 084 personnes; en janvier 2019 : 2 116 personnes.

D'après « Baromètre de la confiance politique », CEVIPOF, 2019

✂ DÉFINITIONS

Engagement politique : action d'un individu ou d'un groupe dans le but d'influencer la vie de la société.

Participation politique conventionnelle : vote et militantisme au sein d'un parti politique ou d'un syndicat.

Participation politique non conventionnelle : comportements politiques qui passent par des pratiques contestataires non liées au processus électoral : grève, blocus, boycott, etc.

- Parmi les personnes qui ont répondu au sondage en 2019, combien estiment que voter aux élections est le moyen politique le plus efficace pour influencer les décisions prises en France ?
- Quelles sont les deux formes de participation politique qui ont le plus changé entre 2018 et 2019 ? Quantifiez ces variations en points de pourcentage.

c. Peut-on affirmer qu'un tiers des personnes interrogées estiment que les formes de participation politique non conventionnelles font partie des moyens les plus efficaces en 2019 ?

d. Parmi les actions citées, quelles sont les parts respectives des actions de type coopératif et des actions de type conflictuel ?

✂ MÉMO MATHS

➔ FICHE MÉTHODE 2 P. 359

I - FORMES ET DETERMINANT DE L'ENGAGEMENT POLITIQUE

A - Les différentes formes de l'engagement politique

I – La participation politique conventionnelle

Doc I: Les formes de participation politique

- L'engagement politique, cad l'action d'un individu ou d'un groupe dans le but d'influencer la vie de la société et notamment les détenteurs du pouvoir politique, prend tout d'abord des formes conventionnelles : le vote et le militantisme au sein d'un parti, d'une association ou d'un syndicat.
- Le vote permet d'élire des représentants tout en soutenant (ou rejetant) un programme politique et de prendre part à des décisions collectives
- Le militantisme correspond à un engagement actif de l'individu dans un parti ou un syndicat, ce qui lui permet de lutter pour des idées, une cause.

Parti politique : association d'individus qui partagent des idées communes et cherchent à accéder au pouvoir

Syndicats : association d'individus qui a pour objet la défense d'intérêts professionnels communs de ses membres.

I - FORMES ET DETERMINANT DE L'ENGAGEMENT POLITIQUE

A - Les différentes formes de l'engagement politique

2 – La participation non conventionnelle

Doc 2 : S'engager dans des associations

Taux d'adhésion selon le type d'associations (en %)

	1981	1990	1999	2008	2018
Sportives	–	16	16	16	19
Culturelles	6	9	8	8	9
Humanitaires	–	–	–	–	8
Syndicales	10	5	4	4	6
Organisations religieuses	4	6	4	4	5
Environnementales	–	2	2	3	4
Professionnelles	4	5	3	2	4
Politiques	2	3	2	3	2
Associations de consommateurs	–	–	–	–	2
Groupes d'entraide mutuelle	–	–	–	–	2
Autres groupes	–	5	7	6	5
Total	–	37	38	38	41

Lecture : En 1990, 16 % des Français étaient membres d'une organisation sportive.

Source : Pierre BRÉCHON, Frédéric GONTHIER, Sandrine ASTOR (direction), *La France des valeurs. Quarante ans d'évolutions*, Presses universitaires de Grenoble, 2019.

- 1 Comment a évolué le taux d'adhésion aux associations entre 1990 et 2018 ?
- 2 À l'aide d'un calcul approprié, mesurez l'évolution du taux d'adhésion aux syndicats entre 1981 et 2018.
- 3 Proposez des exemples pour illustrer trois des types d'associations évoqués dans ce document.
- 4 Peut-on considérer l'adhésion à toutes ces associations comme un engagement politique ?



I - FORMES ET DETERMINANT DE L'ENGAGEMENT POLITIQUE

A - Les différentes formes de l'engagement politique

2 – La participation non conventionnelle

Doc 3 : S'engager en consommant



DÉFINITION

Consommation engagée

Ensemble des pratiques de consommation qui tiennent compte des conséquences économiques, sociales ou écologiques des décisions de consommation, et conduisent les individus à ne pas suivre leur intérêt individuel mais des principes politiques dans les choix de consommation.

- 1 En quoi ces affiches illustrent-elles des pratiques de consommation engagée ?
- 2 Indiquez pour chacune des pratiques de consommation suivantes s'il s'agit de consommation engagée ou non :
 - a) Consommer des produits fabriqués en France.
 - b) Consommer des produits de marque.
 - c) Consommer des produits d'occasion.
 - d) Consommer des produits issus de l'agriculture biologique.
 - e) Ne pas consommer les produits d'une entreprise qui fait travailler des enfants.
 - f) Ne pas consommer de produits de mauvaise qualité.
 - g) Ne pas consommer de produits issus des animaux ou de leur exploitation.

I - FORMES ET DETERMINANT DE L'ENGAGEMENT POLITIQUE

A - Les différentes formes de l'engagement politique

2 – La participation non conventionnelle

Doc 2 : S'engager dans des associations

Doc 3 : S'engager en consommant

- La participation politique peut être aussi non conventionnelle cad passer par des pratiques contestataires non liées au processus électoral.
- Elle peut être collective et passer par des associations, notamment des ONG, et mener à des actions collectives diverses : manifestation, boycott, pétitions... (**voir chapitre 2**)
- Elle peut être individuelle comme la consommation engagée : locale, biologique, équitable...

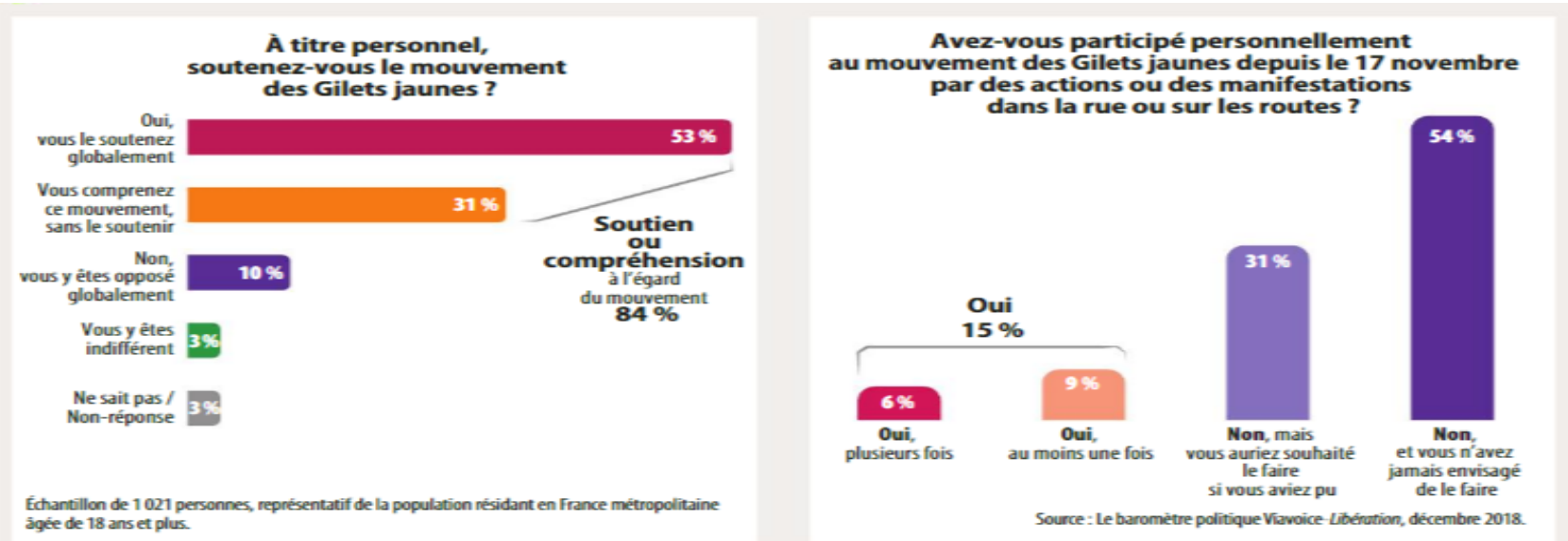
Consommation engagée : choix individuels de consommation qui visent à défendre une cause et des principes collectif

I - FORMES ET DETERMINANT DE L'ENGAGEMENT POLITIQUE

B - Les déterminants de l'engagement politique

I – Les déterminants individuels

Doc 4 : Soutenir ou participer au mouvement des Gilets Jaunes



- 1 Comparez la proportion de Français qui, en décembre 2018, déclaraient soutenir le mouvement des Gilets jaunes, et ceux qui y ont personnellement participé.
- 2 Montrez que cette différence peut illustrer le paradoxe de l'action collective.

DÉFINITION

Paradoxe de l'action collective

Dans une situation où l'action collective a un coût pour chaque individu et de potentielles retombées bénéfiques pour tous, y compris pour ceux qui n'ont pas participé, chacun a intérêt rationnellement à laisser les autres agir et à se comporter en passager clandestin (*free-rider*). La situation est paradoxale : les individus ont un intérêt commun à se mobiliser, mais leur intérêt individuel les conduit à laisser les autres agir.

I - FORMES ET DETERMINANT DE L'ENGAGEMENT POLITIQUE

B - Les déterminants de l'engagement politique

I – Les déterminants individuels

Doc 4 : Soutenir ou participer au mouvement des Gilets Jaunes

- Selon le paradigme de l'individualisme méthodologique, les individus rationnels s'engagent dans des actions collectives s'ils y trouvent plus d'avantages que d'inconvénients. Or selon le paradoxe de l'action collective (M.Olson), les individus ne devraient jamais s'engager en raison de comportement possible de passager clandestin.
- Cependant de nombreux individus s'engagent (d'où paradoxe) car :
 - ❖ Ils bénéficient d'incitations sélectives mise en place par le groupe afin de susciter l'engagement personnel et décourager les comportements de passager clandestin. Ex : avantages financiers ou pression psychologique
 - ❖ Ils cherchent des rétributions symboliques en termes de notoriété, de pouvoir, d'estime de soi (fidélité aux valeurs), de relations sociales...
 - ❖ Ils profitent d'opportunités politiques liées à une situation plus ou moins favorable à la mobilisation collective. Ex : niveau du mécontentement ou capacité auto-organisationnelle du mouvement.

Extrait vidéo : va voir le délégué

Exercice 1: La structure des opportunités politiques



Exercice 1: la structure des opportunités politiques



Marche de Selma à Montgomery pour le droit de vote des Afro-américains, mars 1965

DÉFINITION

Structure des opportunités politiques : caractéristiques du contexte politique qui influencent les chances d'un mouvement social d'atteindre ses objectifs.

- a. En binôme, expliquez en 2 minutes en quoi la marche de Selma à Montgomery illustre la notion de structure des opportunités politiques.
- b. Recherchez un autre mouvement social pour illustrer cette notion (le mouvement de désobéissance civile de Gandhi, le mouvement #MeToo...).

I - FORMES ET DETERMINANT DE L'ENGAGEMENT POLITIQUE

B - Les déterminants de l'engagement politique

2 – Les déterminants collectifs

Doc 5 : Les logiques sociologiques de l'intérêt pour la politique

En %	Intérêt pour la politique (très et assez)	Importance de la politique dans sa vie (très et assez)
Sexe		
Hommes	41	41
Femmes	37	39
Âge		
18-29 ans	34	43
30-49 ans	37	38
50-59 ans	37	34
60 ans et plus	48	45
Profession		
Professions intellectuelles, scientifiques et artistiques	57	56
Professions intermédiaires	47	45
Employés de type administratif	40	41
Personnel des services	37	35
Agriculteurs et ouvriers de l'agriculture	38	35
Métiers qualifiés de l'industrie et de l'artisanat	29	34

Pierre BRÉCHON, Frédéric GONTHIER, Sandrine ASTOR (direction), *La France des valeurs. Quarante ans d'évolutions*, Presses universitaires de Grenoble, 2019.

- 1 Rédigez une phrase présentant la signification précise des deux données entourées.
- 2 Quelles sont les variables qui influencent l'intérêt pour la politique des individus ?
- 3 Comment peut-on expliquer l'influence de la profession exercée sur l'intérêt pour la politique ?

Champ : personnes de 18 ans ou + résidant en France en 2018.

I - FORMES ET DETERMINANT DE L'ENGAGEMENT POLITIQUE

B - Les déterminants de l'engagement politique

2 – Les déterminants collectifs

Doc 5 : Les logiques sociologiques de l'intérêt pour la politique

- La structure sociale influence aussi l'engagement politique, en fonction de la PCS, du diplôme, du genre ou encore de l'âge ou de la génération.
- Ainsi on constate que l'intérêt pour la politique et la participation électorale, qui dépendent du niveau de compétence politique, augmentent avec le niveau de diplôme ou le niveau de qualification de la PCS. Intérêt et participation sont influencés par l'origine sociale des individus via la socialisation différentielle de milieu.
- L'engagement politique augmente aussi avec l'âge car l'acquisition de compétence politique est progressive. Ils sont aussi moins bien représentés et pris en compte dans la vie politique. Cependant les plus jeunes s'engagent plus dans des formes d'action non conventionnelle.
- De même il est influencé par la génération : certaines d'entre elles ont connu des opportunités politiques qui ont eu un effet socialisateur durable sur leur engagement politique (ex : génération de mai 68).
- Enfin l'engagement politique est différent selon le genre. Les hommes participent plus aux activités politiques que les femmes, mais cela peut s'expliquer par la socialisation différentielle de genre.

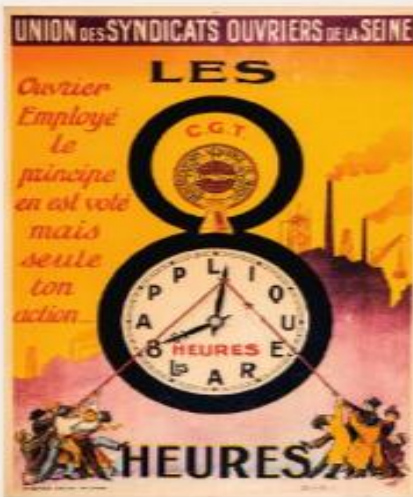
II – LES TRANSFORMATIONS DE L’ACTION COLLECTIVE

A – Les transformations des conflits du travail

I - Du déclin des formes traditionnelles...

Doc 6 : Les conflits du travail au XX^e siècle

Les conflits du travail au xx^e siècle



Affiche de Félix Doumenq (1919).



Grève des mineurs de 1963, Lens (Pas-de-Calais).



Manifestation en mars 2016 à Grenoble contre la loi dite « loi Travail ».

DEFINITION

Action collective

Ensemble des formes d'actions, organisées en concertation par un ensemble d'individus, pour défendre une cause ou un intérêt commun.

- 1 Qui étaient les acteurs centraux des conflits du travail tout au long du xx^e siècle ?
- 2 Identifiez les raisons pour lesquelles ces individus se mobilisent.

II – LES TRANSFORMATIONS DE L’ACTION COLLECTIVE

A – Les transformations des conflits du travail

I - Du déclin des formes traditionnelles...

Doc 6 : Les conflits du travail au XXème siècle

a) L'institutionnalisation des conflits

- A côté du vote, l'engagement politique s'inscrit dans des actions collectives portées par des mouvements sociaux.

Mouvements sociaux : tout type d'action collective destinée à réclamer ou à s'opposer à des changements sociaux.

Action collective : Action commune et concertée des membres d'un groupe en vue d'atteindre des objectifs communs.

- Avec l'industrialisation des sociétés, les mouvements sociaux autour du travail deviennent centraux. Les conflits s'institutionnalisent au cours du XXème siècle ce qui conduit à leur pacification.

Institutionnalisation des conflits : processus de création d'instances représentatives, de lieux et de procédures de négociation et d'arbitrage entre les parties d'un conflit. Ex: reconnaissance du droit de grève (1864) et des syndicats (1884).

- L'un des résultats de cette institutionnalisation réside dans la **construction d'un droit du travail** protecteur pour les salariés en situation de subordination.



Les évolutions du droit du travail

1^{er} juin 1853 : Loi qui instaure les conseils de prud'hommes chargés de juger les conflits du travail.

1874 : Création de l'Inspection du travail, corps administratif chargé de veiller au respect des lois sociales dans les entreprises.

21 mars 1884 : Promulgation de la loi « Waldeck-Rousseau » reconnaissant la liberté syndicale.

9 avril 1898 : Loi sur les accidents du travail qui énonce notamment le principe de la responsabilité patronale.

28 décembre 1910 : Loi instituant le Code du travail qui regroupe toutes les législations encadrant les conditions d'emploi et de travail.

22 février 1945 : Ordonnance créant les comités d'entreprise (CE) dans les établissements de plus de 100 salariés (seuil ramené à 50 en 1946)

11 février 1950 : Loi sur les conventions collectives, la liberté de négocier les salaires et les conditions de travail.

Elle crée notamment le SMIG (salaire minimum national interprofessionnel garanti) qui deviendra le SMIC en 1970.

21 Août 1967. L'ordonnance Jeanneney institue le paritarisme, ou gestion paritaire, qui implique la cogestion des organismes de sécurité sociale par les syndicats de salariés et les organisations d'employeurs.

27 décembre 1968 : Loi sur la section syndicale d'entreprise. Cette loi consacre une liberté d'expression et d'action du syndicat dans l'entreprise, et crée la fonction de délégué syndical.

4 août, 28 octobre, 13 novembre et 23 décembre 1982 : Lois Auroux qui introduisent une obligation de négocier tant au niveau de la branche que de l'entreprise dans certains domaines. Elles créent également le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT).

31 janvier 2007 : Loi de modernisation du dialogue social qui rend obligatoire une phase de concertation avec les partenaires sociaux (organisations syndicales de salariés et employeurs reconnues représentatives au niveau national) avant tout projet gouvernemental de réforme dans les domaines des relations du travail, de l'emploi ou de la formation professionnelle.



II – LES TRANSFORMATIONS DE L’ACTION COLLECTIVE

A – Les transformations des conflits du travail

I - Du déclin des formes traditionnelles...

Doc 6 : Les conflits du travail au XXème siècle

b) Le déclin du syndicalisme et de la grève

- La grève devient la forme traditionnelle institutionnalisée des conflits du travail. Elle le plus souvent encadrée par les syndicats de salariés dont c’est l’outil privilégié de lutte. Ex: CGT, CFDT, FO...

Grève: cessation collective et concertée du travail.

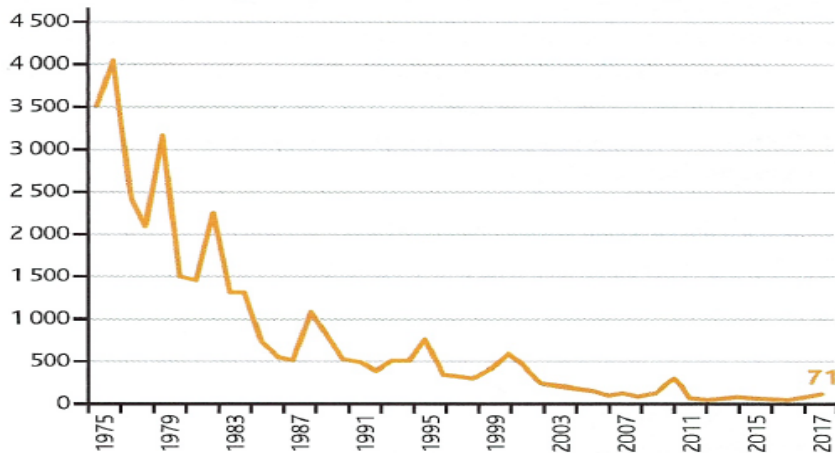
Syndicats : association d’individus qui a pour objet la défense d’intérêts professionnels communs de ses membres.

- Les motifs de grèves sont divers : rémunérations, emploi, conditions de travail, temps de travail...
- Cependant depuis la fin des années 70, on constate que cette forme d’action décline en raison d’une moindre syndicalisation.

Exercice 2 : Le déclin de la grève et de la syndicalisation

Exercice 2 : Le déclin de la grève et de la syndicalisation

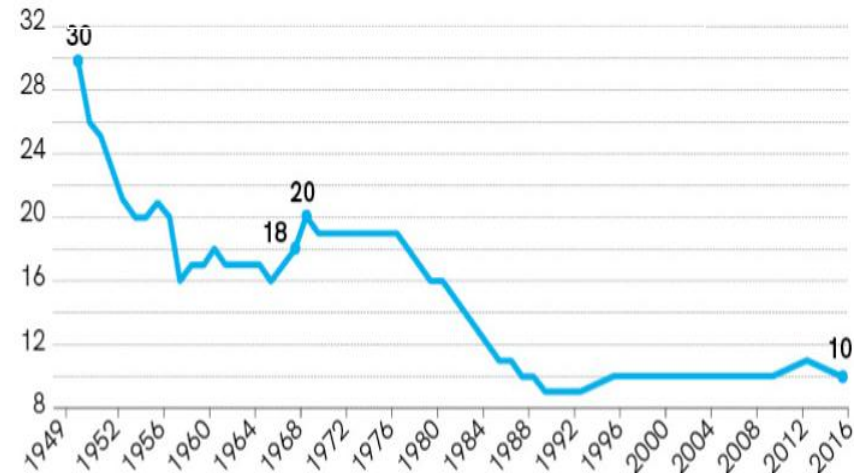
Évolution du nombre de journées individuelles non travaillées (JINT) entre 1975 et 2017



Lecture : En 2010, 318 journées individuelles non travaillées (JINT) pour fait de grève ont été répertoriées pour 1 000 salariés en emploi dans des entreprises de 10 salariés ou plus (secteur marchand non agricole), en France métropolitaine.

Source : DARES, « Conflit du travail et grève », 9 déc. 2019.

En % Taux de syndicalisation



Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

D'après DARES-DGAPP-DREES-Insee

A l'aide des 2 documents décrivez l'évolution de la conflictualité depuis les années 70. Comment l'expliquer ?



II – LES TRANSFORMATIONS DE L’ACTION COLLECTIVE

A – Les transformations des conflits du travail

2 – ...A leur recomposition

Doc 7 : La recomposition des conflits du travail

« Le recueil des JINT permet d’éclairer des tendances sur le long terme, à savoir la baisse tendancielle de cette forme de conflictualité qu’est la grève (les conflits avec arrêt de travail) et l’existence de "pics" relatifs, comme en 1995, 2003 et 2010. À titre d’exemple, si 2,2 % des entreprises de dix salariés ou plus déclarent avoir connu une grève en 2009, elles sont 3,3 % en 2010, mais plus que 1,8 % en 2011 [...]. Mais [...] le décompte des JINT laisse aussi dans l’ombre une part de la conflictualité, celle qui s’exprime en particulier sans arrêt de travail. Pour affiner ces données, la Dares s’appuie désormais sur l’enquête RÉPONSE [...]. Les trois dernières vagues de cette enquête ont permis de repérer une progression de la conflictualité entre 1996-1998 et 2002-2004 (de 21 à 31 % des établissements de vingt salariés ou plus), puis une stabilisation en 2008-2010 (29 %), mais en adoptant une définition large des conflits du travail, puisque sont pris en compte les débrayages, les grèves de moins de deux jours, ou de deux jours et plus, les grèves du zèle, les grèves perlées, les pétitions, les manifestations, ainsi que le refus des heures supplémentaires. Il s’agit, au travers de ces différentes modalités, de rendre compte d’une diversité de pratiques qui n’inclut pas nécessairement l’arrêt de travail, et par là même de repérer des évolutions dans les pratiques contestataires. »

■ Sophie Bérout, « Les transformations des conflits du travail en France », *Idées économiques et sociales* n° 178, 2014.

- 1 Quelle forme de conflit du travail les JINT mesurent-elles ?
- 2 Quelles formes de conflit du travail les JINT n’intègrent-elles pas ?
- 3 À l’aide d’une recherche, définissez les termes « débrayage », « grève du zèle » et « grève perlée ».
- 4 Pourquoi la baisse du nombre de JINT ne signifie-t-elle pas une baisse des conflits du travail ?

II – LES TRANSFORMATIONS DE L’ACTION COLLECTIVE

A – Les transformations des conflits du travail

2 – ...A leur recomposition

Doc 7 : La recomposition des conflits du travail

- Alors que la forme traditionnelle d’action collective décline, les répertoires d’action se diversifient : débrayages, pétition, manifestation, refus d’heures supplémentaire...

Répertoires d’action (C.Tilly): ensemble des moyens d’action les plus efficaces pour obtenir la satisfaction des revendications

- Cependant, le regain récent des conflits sociaux violents dans le travail (rétention de représentants des directions, menace de destruction de l’outil de production...) mais aussi dans la société (voir Gilets Jaunes), peut révéler un processus de désinstitutionalisation des conflits.
- Finalement le déclin des formes traditionnelles de conflit peut s’interpréter de deux manières opposées, Cela peut être le signe d’une:
 - ❖ amélioration des relations sociales liée à la généralisation du dialogue social et de la négociation entre partenaires sociaux en amont des conflits
 - ❖ dégradation des relations et du dialogue social qui pousse les salariés à moins manifester leur mécontentement, sauf en dernier recours. (des conflits moins nombreux, mais plus désespéré).

Film : « La loi du marché » (2015), « En guerre » (2018), de Stéphane Brizé.

II – LES TRANSFORMATIONS DE L’ACTION COLLECTIVE

B – Les nouvelles formes de mobilisation

I – Des nouveaux acteurs, des nouveaux enjeux

Doc 8 : De nouveaux enjeux de mobilisation se développent dans les années 70

La seconde moitié du xx^e siècle est une période importante de mutation des mouvements sociaux, en lien avec les transformations sociales et économiques (désindustrialisation des économies occidentales, fin de la Guerre froide et mondialisation). Ainsi, le mouvement ouvrier, caractérisé par l’opposition qu’il met en place, entre au sein de l’usine (travailleurs et syndicats contre propriétaires des moyens de production), s’étiole à partir des années 1960, avec la fin de la « conscience ouvrière » et l’essor de l’économie de service. 1968 marque un tournant avec l’apparition des « nouveaux mouvements sociaux » (Touraine, 1968), qui font intervenir de nouvelles figures de l’action collective comme les étudiants, les régionalistes, les féministes ou encore les homosexuels. Ces groupes portent des revendications d’ordre culturel, dans des luttes désormais transversales,

qui ne se limitent pas à un pays en particulier et portent sur les effets de pouvoir en tant que tel¹. Ces nouveaux mouvements sociaux s’accompagnent de l’affirmation du sujet et de la dimension globale des luttes, conduisant, à partir des années 1980, à l’émergence des mouvements globaux structurés autour des organisations non gouvernementales (comme le mouvement altermondialiste) et reposant sur la combinaison d’actions très locales et d’une structuration mondiale.

P. BOYER et al., « Les déterminants de la mobilisation des “gilets jaunes” », *Working Papers*, CREST, 26 juillet 2019.

1. Ce dernier point implique la disparition dans les revendications d’un adversaire identifié. Les nouveaux mouvements sociaux interrogent les formes de domination et de pouvoir dans la société, touchant tant la sphère publique (politique, travail) que privée.

Période	Conflit central	Principaux mouvements
xvii ^e et xviii ^e siècles	Expansion de l’État	Révoltes anti-taxes et autres formes de résistance à l’expansion de l’État
xix ^e siècle	Lutte des classes et pauvreté	Développement du mouvement ouvrier
1900-1960	Distribution du bien-être	Institutionnalisation du mouvement ouvrier
Depuis 1960	Autonomie, résistances aux formes de domination	Nouveaux mouvements sociaux

D’après Sandro CATTACIN, Marco G. GIUGNI et Florence PASSY, *États et mouvements sociaux. La dialectique de la société politique et de la société civile*, Actes Sud, 1997.

- 1 Quelles sont les revendications du mouvement ouvrier ?
- 2 Les revendications portées par les « nouveaux mouvements sociaux » sont-elles nouvelles ?
- 3 Comment expliquer l’émergence de ces revendications ?

II – LES TRANSFORMATIONS DE L’ACTION COLLECTIVE

B – Les nouvelles formes de mobilisation

I – Des nouveaux acteurs, des nouveaux enjeux

Doc 8 : De nouveaux enjeux de mobilisation se développent dans les années 70

- Avec le déclin du mouvement central ouvrier, les mouvements sociaux se sont diversifiés dans leurs revendications et leurs actions à partir des années 1970 et des Nouveaux Mouvements Sociaux sont apparus.
- De nouveaux acteurs qui participent d'une démocratie directe et participative, moins rigide et décentralisée :
 - ❖ Des Associations et des ONG. Ex : greenpeace, Attac...
 - ❖ Des collectifs et des coordinations. Ex : zad, JG, G.Thunberg et « youth for climate ») ...
- De nouveaux enjeux :
 - ❖ Altermondialisme, Ecologie et mouvement pour la paix, droits de l'homme.
 - ❖ luttés minoritaires:
 - fondées sur la reconnaissance identitaire : homosexuels, **femmes**, droits civiques...
 - contre les injustices matérielles : mal logés, chômeurs, exclus, sans papiers...

Les luttes féministes

1970	Création du MLF (Mouvement de libération des femmes).
1971	<i>Manifeste des 343</i> [personnalités déclarant s'être fait avorter]. Revendication du libre accès à la contraception et de l'avortement libre et gratuit.
1972	Manifestations de soutien à une jeune fille lors de son procès à Bobigny : violée, elle s'était fait avorter. Création du Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception.
1975	Loi de dépénalisation de l'avortement. Loi sur le divorce par consentement mutuel.
1983	Projet de loi Roudy visant le sexisme des messages publicitaires. Loi sur l'égalité professionnelle entre hommes et femmes.
1993	<i>Manifeste des 577 pour une démocratie paritaire.</i>
1994	Nouveau code pénal : toute violence entre conjoints est désormais traitée comme un délit et punie. Reconnaissance du délit de harcèlement.
1999	<i>Manifeste des Chiennes de garde</i> , réseau féministe qui prône l'égalité et s'oppose aux stéréotypes sexistes dans les médias et l'espace public.
2000	Loi sur la parité en politique.
2003	Fondation du mouvement « Ni putes ni soumises », qui lutte contre les violences faites aux femmes.

2012	Nouvelle loi sur le harcèlement sexuel.
2014	loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes
2017	# Mee Too, #banace ton Porc, libération de la parole sur les réseaux sociaux
2021	Loi Bioéthique et autorisation de la PMA pour les couples de femmes
2024	inscription de l'IVG dans la Constitution

4 vagues féministes

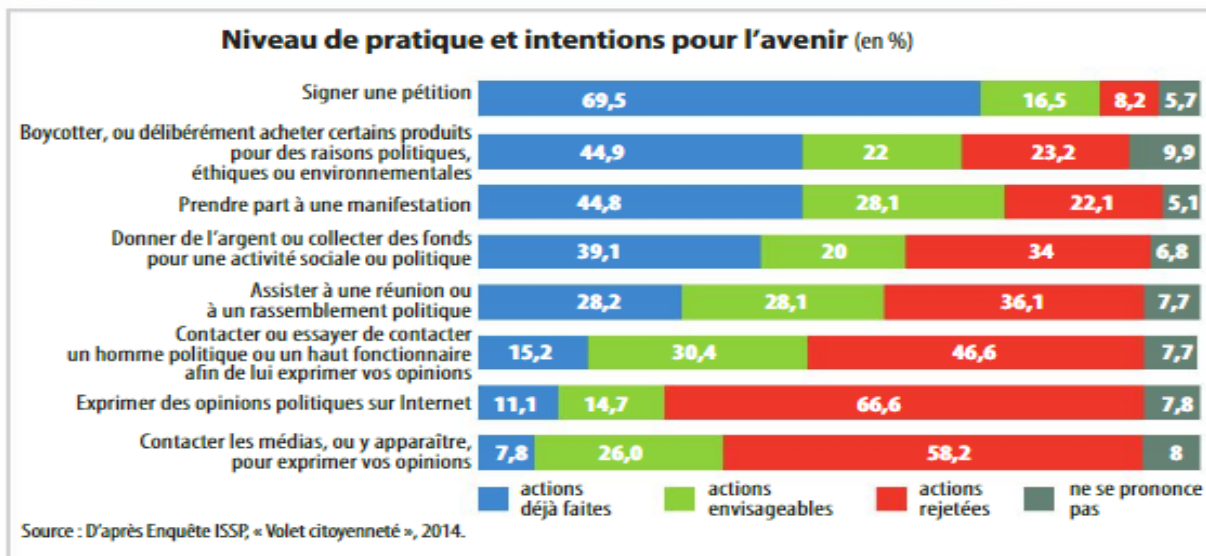
XIXe siècle aux années 1930	lutter pour la reconnaissance des droits civiques
Années 60	lutter contre le patriarcat
Années 90	lutter pour les libertés
Années 2010	lutter avec des nouveaux modes de communication

II – LES TRANSFORMATIONS DE L’ACTION COLLECTIVE

B – Les nouvelles formes de mobilisation

2 – De nouveaux répertoires d’action

Doc 9 : Des moyens d’action inégalement utilisés



- 1 Quelle est la proportion des Français qui ont déjà pris part à une manifestation ?
- 2 Qu’est-ce qui caractérise les actions les plus utilisées par les Français ?
- 3 Comment expliquer que certaines actions politiques soient davantage rejetées qu’envisagées ?

II – LES TRANSFORMATIONS DE L’ACTION COLLECTIVE

B – Les nouvelles formes de mobilisation

2 – De nouveaux répertoires d’action

Doc 9 : Des moyens d’action inégalement utilisés

- Les **répertoires d’action des NMS** sont aussi très **diverses** et prennent des formes de participation non conventionnelle contestataire:
 - ❖ Marches, sit-in (utilisé par Gandhi et Martin Luter King et les mouvements non violent)
 - ❖ Désobéissance civique : Faucheur d’OGM, Enseignant ou salarié d’EDF désobéissant
 - ❖ Hacking (Anonymous)
 - ❖ Pétition, occupation (mouvement des places), blocage
 - ❖ Exposition de soi (ex : grève de la faim), Evénements (ex : « manifestation sur le papier »)
- **La stratégie d’action des NMS** est de trouver le plus large écho médiatique possible...

La diversité des cadres d'action



Sign our petition for high-quality public services, accessible to all
TOGETHER, WE DEMAND PUBLIC SERVICES THAT GENUINELY MEET PEOPLE'S NEEDS, AND WE CALL ON THE EUROPEAN COMMISSION TO BRING FORWARD EUROPEAN LEGISLATION

Signez notre pétition pour des services publics de qualité, accessibles à tous
ENSEMBLE, REVENDEQUONS DES SERVICES PUBLICS AU SERVICE DES CITOYENNES ET DEMANDONS À LA COMMISSION EUROPÉENNE DE PROPOSER UNE LEGISLATION EUROPÉENNE.

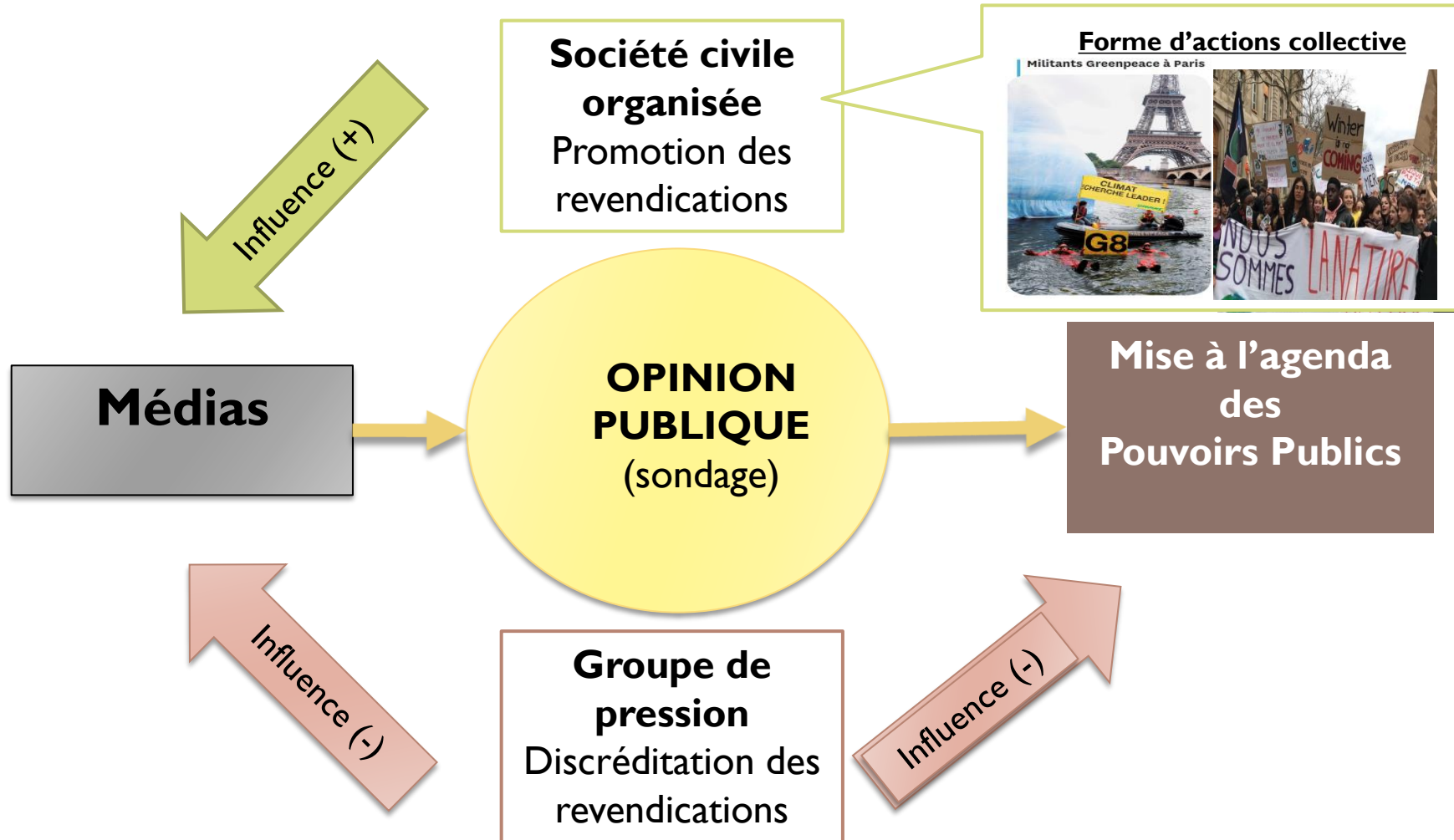
NAME / NOM	E-MAIL / CONTACT	SIGNATURE

www.petitionpublicservices.eu

European Trade Union Confederation Confédération européenne des syndicats www.etc.org



Le cadre stratégique de l'action collective



II – LES TRANSFORMATIONS DE L’ACTION COLLECTIVE

B – Les nouvelles formes de mobilisation

3 - Les limites de l’analyse

- les NMS ne datent pas d'hier :
 - ❖ Féminisme (suffragettes) ou mouvement pour la paix remonte au 19^{ème}
 - ❖ Défense des droits civiques et lutte contre la ségrégation aux USA dans les années 60
- les NMS ne sont pas si différents des anciens :
 - ❖ ils englobent la défense d’intérêts matériels (école, droit au logement, droit des chômeurs, Altermondialisme...),
 - ❖ ils traduisent des rapports d’exploitation de domination liés au système de production marchand.

Chapitre 9 - Notions à connaître

- Engagement politique
- Vote
- Militantisme
- Parti politique
- Syndicats
- Participation politique conventionnelle /non conventionnelle
- Consommation engagée
- Paradoxe de l'action collective
- Incitations sélectives
- Rétributions symboliques
- Opportunités politiques
- Mouvements sociaux
- Action collective
- Institutionnalisation des conflits
- Répertoires d'action
- Nouveaux Mouvement Sociaux

C'EST FINI !!!

